



Cofinancé par
l'Union européenne

RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR



APPEL A PROJETS FEDER

Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027
OP6 Interrégional – R05.2 Massif des Alpes

**« Accroître l'offre certifiée du bois d'œuvre alpin transformé
localement »**

Dépôt des candidatures :

Les dates limites de dépôt font l'objet d'une information sur le site => <https://europe.maregionsud.fr/>

*Le présent appel à projets se fonde sur la méthode et les critères de sélection
validés par le Comité de suivi interfonds du 12 décembre 2022*

Codification E-synergie :

Territoire * :	Région SUD
Programme * :	Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027
Appel à projets :	AAP_PR06_RSO5.2_AlpesBois_2024
Codification * :	143-1 - Bois 2024 (1)
Service Guichet * :	Guichet Massif des Alpes

TABLE DES MATIERES

1. CONTEXTE.....	3
2. OBJECTIF(S) ET ACTION(S) SOUTENUE(S)	4
➤ 2.1 Objectifs.....	4
➤ 2.2 Actions soutenues	4
3. APPLICATION DE LA REGLEMENTATION SUR LES AIDES D’ETAT	5
4. CRITERES D’ELIGIBILITE DES OPERATIONS	6
➤ 4.1. Le Bénéficiaire	6
➤ 4.2 La thématique.....	7
➤ 4.3 Le lieu de réalisation.....	7
➤ 4.4 Le démarrage de l’opération	7
5. CRITERES D’ELIGIBILITE DES DEPENSES ET DU PLAN DE FINANCEMENT	7
➤ 5.1. Les catégories de dépenses	7
➤ 5.2 Le plan de financement	8
6. CRITERES DE SELECTION DES PROJETS	9
7. INDICATEURS	10
8. PROCEDURE DE CANDIDATURE	12
➤ 8.1 Le calendrier de dépôt des dossiers	12
➤ 8.2 Le portail e-Synergie.....	12
➤ 8.3 Les documents de l’appel à projets.....	12
➤ 8.4 Les contacts et renseignements	13
9. MODALITES DE SELECTION	13
➤ 9.1 Recevabilité du dossier de demande de subvention.....	13
➤ 9.2 Instruction des dossiers recevables.....	14
➤ 9.3 Présentation des dossiers en Comité Régional de Programmation (CRP)	14
➤ 9.4 Décision de l’Autorité de Gestion.....	15
10. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION EUROPEENNE.....	15
11. OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES.....	15
➤ 11.1 Respect du principe de pérennité	15
➤ 11.2 Respect du droit applicable	16
➤ 11.3 Respect de la visibilité de la subvention européenne	16
➤ 11.4. Suivi comptable de l’opération	17
12. OBLIGATIONS DE L’AUTORITE DE GESTION	17
➤ 12.1 Respect de la confidentialité	17
ANNEXE I relative aux aides d’Etat.....	18

1. CONTEXTE

Le Massif des Alpes est une source de richesse incontestable dont plus de la moitié du territoire est constituée de forêt. Face au constat d'une richesse forestière sous valorisée et du déclin de la filière forêt bois, la politique menée par la stratégie forestière alpine du comité de massif des Alpes et de Bois des Alpes a donc accompagné la structuration de la filière et défendu la multifonctionnalité des forêts alpines. Impulsée par le Comité de massif des Alpes, la structuration de la filière se focalise sur les axes stratégiques de développement de l'offre et de la demande pour l'usage du bois dans la construction, la réhabilitation et l'aménagement.

Aujourd'hui dans les Alpes, la filière bois représente 6 034 établissements, 22 209 emplois induits, un chiffre d'affaires total de 3,39 Milliards d'€, une production d'environ 400 000 m³ avec un taux d'exportation de l'ordre de 12% (Bilan programmation 2014-2020 Aides CIMA-POIA – Données communes forestières 2022).

Sur la programmation 2014/2020 ce sont 5.74 M€ qui ont été investis au titre du Programme Opérationnel Interrégional FEDER massif des Alpes (POIA) et 3.10 M€ au titre de la Convention Interrégionale du Massif des Alpes (CIMA)

Les enjeux de la filière bois sont considérés comme essentiels à l'économie de tout le territoire. Ressource durable et locale, le bois est une alternative écologique qui dynamise l'économie d'une région, permet de réduire la durée et les coûts de construction, affiche une excellente efficacité énergétique, garantit un climat intérieur agréable et confortable et renforce l'identité régionale.

Le déploiement de la certification BOIS DES ALPES™ est le fruit de cette stratégie de valorisation en circuit court du bois d'œuvre local. C'est une certification créée par les acteurs alpins de la filière bois pour mieux valoriser les bois du massif et développer leur utilisation dans les projets de construction et rénovation, dans ce massif ou à proximité

La certification, utilisée dans un but d'intérêt général, garantit la provenance, la gestion durable de la forêt (certification PEFC ou FSC), les caractéristiques techniques et la qualité des produits et des services.

Avec la réglementation environnementale 2020, la demande en bois alpin devrait être confortée. De même les tensions d'approvisionnement sur les bois importés révélées par la crise sanitaire soulignent l'avant-gardisme de la démarche Bois des Alpes. L'enjeu pour les entreprises sera de poursuivre leur structuration et garantir leur approvisionnement afin de répondre à cette demande

Pour la programmation 2021-2027, le FEDER Massif des Alpes continue à être mobilisé pour soutenir les acteurs des secteurs de la première et de la deuxième transformation du bois d'œuvre alpin afin d'accroître l'offre de bois transformé et la valeur ajoutée générée par cette activité au sein du Massif. Il s'agit ainsi de dynamiser le secteur aval de la filière de transformation de bois d'œuvre pour la construction.

2. OBJECTIF(S) ET ACTION(S) SOUTENUE(S)

➤ 2.1 Objectifs

La stratégie forestière alpine s'articule autour du développement d'une offre de bois construction alpin garantie par la marque de certification « Bois des Alpes » reconnue par l'association française de certification (COFRAC). Cette démarche collective et interrégionale permet :

- d'offrir les garanties de durabilité d'utilisation de la ressource grâce aux respects de différents référentiels de normalisation (de l'exploitation à la transformation du bois) pour les entreprises engagées (gestion durable de la ressource sylvicole) ;
- de favoriser la structuration de la filière bois par son usage le plus noble et valorisant, le bois d'œuvre, une structuration professionnalisée et compétitive fédérée autour de la valorisation du bois issu des forêts alpines et mieux ancrée dans les territoires.

L'objectif est d'aider les entreprises certifiées (ou en cours de certification) à se positionner sur le marché croissant de la construction bois en les aidant à mieux répondre à la demande locale en produits usinés utilisables dans le secteur de la construction.

Il est également recherché une dynamisation de l'économie et la création d'emplois locaux par la valorisation raisonnée des ressources du Massif. En effet, produire et construire en « Bois des Alpes » permet de dynamiser l'activité et la création d'emplois locaux par une organisation en circuit-court de la récolte et de la transformation du bois sur le Massif. Au-delà d'un soutien au tissu économique local, cette démarche participe à parfaire le bilan énergétique global du processus de construction en bois alpin grâce aux performances énergétiques du bois d'œuvre en montagne et à l'économie d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre lors du transport par la réduction des distances.

Le montant indicatif de FEDER dédié à cet appel à projets est de **1 500 000 €**.

➤ 2.2 Actions soutenues

Cet appel à projets vise exclusivement à accroître l'offre certifiée du bois d'œuvre alpin transformé localement. Le FEDER pourra ainsi être mobilisé pour :

Moderniser et développer les entreprises de la première¹ et seconde² transformation de bois d'œuvre local

Il est recherché une amélioration des capacités locales de production de ces PME par un soutien à la modernisation de leurs équipements (Modernisation des outils de production adaptés à la valorisation de la ressource alpine, de la scierie au produit fini pour la construction bois : achat de matériels de sciage, séchage, classement mécanique, seconde transformation, etc.)

¹ Secteur de la scierie

² Industrie de l'emballage et de la construction, rénovation, aménagement intérieur (charpente, menuiserie...)

3. APPLICATION DE LA REGLEMENTATION SUR LES AIDES D'ETAT

L'attribution de subventions européennes à une « entreprise » au sens du droit de l'Union est soumise à la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat.

Est considérée comme une entreprise, toute entité exerçant une activité économique, indépendamment de son statut juridique, c'est-à-dire toute activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné.

L'article 107 § 1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) pose un principe d'interdiction des aides d'Etat : *« Sauf dérogations prévues par les traités, sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres, les aides accordées par les États ou au moyen de ressources d'État sous quelque forme que ce soit qui faussent ou menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions. »*.

Quatre critères permettent de qualifier une aide publique d'« aide d'État » : l'aide est accordée à une entreprise ; est imputable à l'État ou consomme des ressources d'État ; procure à cette entreprise un avantage sélectif ; affecte ou est susceptible d'affecter les échanges entre États membres et la concurrence.

En 2016, la Commission européenne a adopté une communication relative à la notion d'aide d'Etat (2016/C 262/01, J.O. C 262 du 19.07.2016) qui apporte des précisions sur les principaux concepts liés à cette notion.

Lorsqu'elle accorde une subvention européenne, l'Autorité de gestion doit tout d'abord vérifier si l'aide octroyée est une aide d'Etat.

Dans le présent appel à projets, certains soutiens pourront ne pas être considéré comme étant une aide d'Etat dès lors qu'il pourra être démontré que :

- soit l'entreprise bénéficiaire n'exerce pas une activité économique ;
- soit le projet subventionné ne fausse pas ou ne menace pas de fausser la concurrence, qu'il n'est pas susceptible d'affecter les échanges entre Etats membres, notamment au regard de son caractère « purement local » ;
- soit l'aide publique est d'un montant inférieur aux seuils « de minimis ».

A défaut, il s'agira d'une aide d'Etat. L'Autorité de gestion devra alors vérifier si elle bénéficie d'un régime juridique permettant de la considérer comme compatible avec le droit de l'Union européenne.

Dans le présent appel à projets, certains textes juridiques pourront le cas échéant être appliqués. Leur application est alors soumise à la vérification du respect des conditions d'éligibilité qui leur sont propres et à un taux maximal spécifique éventuel d'intensité de l'aide. Ces textes sont présentés en annexe I.

4. CRITERES D'ELIGIBILITE DES OPERATIONS

Les critères d'éligibilité des opérations sont cumulatifs. Une opération ne répondant pas à l'un de ces critères est inéligible. Ces critères portent sur :

➤ 4.1. Le Bénéficiaire

La structure qui répond à l'appel à projets est dénommée « bénéficiaire ».

Les bénéficiaires éligibles sont les TPE et PME de la 1^{ère} et 2^{nde} transformation du bois certifiées ou en cours de certification « Bois des Alpes ».

Exemples : entreprises de Scierie, raboterie, lamelliste, traitement, charpente, menuiserie

Seront éligibles les TPE-PME engagées dans une démarche de certification interrégionale de la production ou dont le projet visera à répondre aux exigences requises pour y adhérer. Les entreprises devront justifier d'une certification en cours de validité en fournissant :

- Entre zéro et 15 mois de certification : certificat en cours,
- Entre 15 et 30 mois de certification : le résultat de l'audit de suivi,
- Entre 30 et 48 mois, le certificat de renouvellement de la certification.

Si l'entreprise est en cours d'acquisition de la certification (entre quelques semaines et quatre mois de délai), elle pourra prétendre au financement en justifiant de son engagement dans la certification grâce à une photocopie du retour du devis de l'organisme certificateur signé par l'entreprise associant la demande de certification datée et signée. L'entreprise devra joindre à son dossier un argumentaire chiffré détaillant une évolution notable de la part de « Bois des Alpes » dans l'activité future, ainsi que la stratégie de commercialisation prévue pour promouvoir son offre de produits certifiés « Bois des Alpes » (annexe 2 du dossier de demande).

Capacité financière du bénéficiaire³

La subvention européenne intervenant sur la base du remboursement de dépenses engagées et payées, tout bénéficiaire doit disposer de la capacité financière/trésorerie pour réaliser l'opération subventionnée.

Dans le cas des opérations comprenant un investissement dans une infrastructure ou un investissement productif, afin de garantir leur viabilité financière, le bénéficiaire doit notamment disposer des ressources financières et des mécanismes de financement nécessaires pour couvrir les frais d'exploitation et d'entretien.

Bénéficiaire chef de file et partenaires

Dans le cadre de cet appel à projets, le montage de projets multi-partenariaux avec chef de file n'est pas admis.

³ Article 73.2 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

➤ 4.2 La thématique

Une opération est éligible si elle répond aux objectifs et actions définis aux paragraphes 2.1 et 2.2 du présent appel.

➤ 4.3 Le lieu de réalisation

Pour être éligibles, les opérations prévues dans le projet doivent être réalisées dans la zone couverte par le programme, c'est-à-dire le territoire du Massif des Alpes.

➤ 4.4 Le démarrage de l'opération

Une opération peut avoir commencé avant le dépôt de la demande de subvention européenne.

Néanmoins, seront considérés comme inéligibles :

- les projets achevés à la date de dépôt de la demande de subvention, que les paiements s'y rapportant aient été ou non effectués,
- les projets soumis aux aides d'Etat qui auraient connu un début d'exécution antérieur à toute demande formalisée d'aide publique.

Il est donc recommandé aux candidats de ne pas commencer leurs opérations avant toute demande formalisée d'aide publique.

5. CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES ET DU PLAN DE FINANCEMENT

➤ 5.1. Les catégories de dépenses



Afin d'établir sa candidature, le candidat doit se reporter au Guide du candidat pour prendre connaissance de l'ensemble des conditions et règles applicables à l'éligibilité des dépenses, ainsi qu'à leurs modalités de présentation et de justification

Les dépenses éligibles constituent le coût total éligible du projet. Elles doivent être:

- liées directement au projet ;
- prévues dans le plan de financement du projet ;
- présentées HT.

Elles doivent également être engagées et payées dans le calendrier prévisionnel d'exécution de l'opération et dans tous les cas **entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2029**, dates réglementaires d'éligibilité des dépenses.

Les dépenses éligibles sont présentées sur la base des coûts réels. Néanmoins, dans un objectif de simplification administrative et financière pour les porteurs de projets et en conformité avec l'article 53.1 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil, certaines dépenses sont automatiquement calculées et présentées en utilisant le taux forfaitaire tel que mentionné ci-dessous.

Les dépenses éligibles doivent figurer parmi les catégories suivantes :

- Coûts directs : Dépenses d'investissement matériel et immatériel
- Coûts indirects calculés en appliquant un taux forfaitaire de 5 % aux coûts directs (art 54 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil)

Sont exclues des dépenses éligibles :

- Les dépenses inéligibles mentionnées dans les règlements européens⁴ et dans le décret n°2022-608 du 21/04/2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027
- Les achats de terrain et de bâtiment
- Le matériel d'occasion ou de location
- Les acquisitions en crédit-bail
- Les contributions en nature
- Les frais d'amortissement
- Les dépenses bénéficiant déjà du soutien d'un autre fonds, programme, instrument de l'Union ou plan de relance tel que le Plan National de Relance et de Résilience (PNRR)

➤ 5.2 Le plan de financement

Le montant et le taux de cofinancement du FEDER pouvant être accordés dépendront le cas échéant :

- Du montant des contreparties nationales publiques apportées à l'opération ;
- Du taux maximum d'aide publique autorisé par la réglementation européenne et nationale sur les aides d'Etat ;
- Du taux minimal d'autofinancement exigé par les réglementations européennes et nationales.

Le taux de cofinancement public doit être *au maximum de 50 %* du coût total éligible.

Par ailleurs, ne sont pas éligibles les opérations mobilisant :

⁴ Règlement CPR (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes
Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FEDER
Règlement (UE) 2021/1056 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FTJ
Règlement (UE) 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FSE+

- Moins de 200 000 € de coût total éligible
- Plus de 1 000 000 € de coût total éligible
- Moins de 50 000 € de montant plancher de FEDER ;
- Plus de 200 000 € de montant plafond de FEDER.

Le respect de ces taux, de ces seuils et de ces plafonds sera vérifié au moment du dépôt de la demande et à l'issue de l'instruction du dossier, après ajustement éventuel du plan de financement, prenant en compte les obligations réglementaires indiquées ci-dessus et la qualité des projets définie selon les critères indiqués au point 6.

6. CRITERES DE SELECTION DES PROJETS

Les projets déposés seront sélectionnés au regard des critères suivants :

- Critères de qualité / 12 points
- Critères de performance / 8 points

Blocs de critères	Note/20	Critères communs présentés en comité de suivi	Note/20	Eléments d'appréciation de ces critères	Note/20
I QUALITE	12	Raison d'être du projet, processus d'élaboration et cadre de réalisation	2	Objectifs d'amélioration de l'offre de "Bois des Alpes" sur le territoire	2
		Appréciation du niveau de maturité du projet	4	Maturité technique : présence de devis, éléments techniques de l'installation projetée, plan de situation	2
				Maturité financière : business plan et plan de financement stabilisés, cofinancements déposés et/ou obtenus, emprunts réalisés ou en cours de réalisation	2
		Valeur ajoutée et impact du projet sur sa thématique ou le territoire	3	Plus-value du projet dans les atteintes des objectifs sur le territoire : analyse du groupe forêt	2
				Dimension partenariale et stratégique du projet (projet collectif ou structurant pour la filière)	1
		Réponse aux enjeux du développement durable/respect des principes horizontaux/Charte des droits fondamentaux	3	<u>Développement durable</u> : démarche dans le traitement des Co/produits résiduels notamment production granulés ou livraison à un producteur de granulés, contrat d'approvisionnement avec une chaufferie Contrat d'approvisionnement avec un collecteur de bois local (référence au dispositif financé de l'amont forestier). Egalité Homme-Femme et non-discrimination	3 (dont 2 pour le développement durable et 1 pour l'égalité F/H et non-discrimination)

II PERFORMANCE	8	Capacité administrative du porteur	3	Moyens humains dédiés à la gestion du dossier : personne référente identifiée, organigramme d'entreprise transmis, prestation d'accompagnement	1.5
				Modalités de suivi du dossier européen : procédures internes mises en place permettant d'appréhender le potentiel de certification des dépenses : logiciel comptable, référent comptable	1.5
		Performance financière du projet	2	Adéquation entre les résultats escomptés et le coût du projet : valeurs de référence, études marketing notamment	2
		Contribution du projet aux indicateurs du programme	3	Niveau de contribution à l'atteinte des valeurs-cibles des indicateurs de réalisation et de résultat du programme et tout particulièrement l'augmentation du volume de BDA produit et commercialisé (compte tenu de la taille de l'Entreprise)	3
TOTAL			/20		/20

7. INDICATEURS

La Commission européenne a renforcé les exigences en matière de suivi des objectifs à atteindre par les programmes cofinancés. Ces objectifs se traduisent par des indicateurs de réalisation et de résultats suivis à l'échelle des projets portés par les bénéficiaires. La Région, en tant que gestionnaire des fonds européens, rend compte plusieurs fois par an à la Commission du suivi de ces indicateurs.

Ce suivi est central car la Région :

- s'est engagée à atteindre des objectifs en 2029 et votre projet participe directement à l'atteinte de ces cibles ;
- doit s'assurer que la donnée est cohérente, exacte, qu'elle répond aux exigences de la Commission européenne en termes de qualité et de fiabilité (article 69 paragraphe 4 du règlement 2021/1060).

Par conséquent, les indicateurs font l'objet d'une instruction au même titre que l'ensemble du projet :

- Lors de l'instruction de votre dossier, les instructeurs vérifieront la bonne adéquation du choix des indicateurs retenus pour l'opération avec l'action concernée, des valeurs prévisionnelles et de références renseignées ainsi que des pièces justificatives que vous serez en mesure de fournir.
- Lors de la demande de paiement les instructeurs valideront les valeurs des indicateurs de réalisation retenues à la fin de l'exécution physique et financière du projet.

Découvrez ci-dessous les indicateurs relatifs à cet appel à projets.

Référence de l'indicateur sous e-Synergie	Définition de l'indicateur	Unité	Au moment du dépôt de la demande de subvention	Pièces justificatives à fournir et moment de valorisation des indicateurs	Cible que la Région doit atteindre en 2029
RCO01 (Indicateur de réalisation)	<p>Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont : micro, petites, moyennes, grandes)</p> <p>La sous-catégorie de l'indicateur sera également à compléter :</p> <p>-RCO01a : Entreprises bénéficiant d'un soutien dont : micro-entreprises</p> <p>-RCO01b - Entreprises bénéficiant d'un soutien dont : petites entreprises</p> <p>-RCO01c - Entreprises bénéficiant d'un soutien dont : moyennes</p> <p>-RCO01d - Entreprises bénéficiant d'un soutien dont : grandes</p>	Nombre d'entreprises	<p>Il faudra renseigner la valeur 1 (soit 1 entreprise soutenue).</p> <p>La valeur pour la sous-catégorie concernée sera aussi à 1, soit 1 entreprise soutenue, en fonction de sa taille. Les autres sous catégories de taille sont vides (ne pas mettre 0).</p>	<p>1-Lors du dépôt de la demande de subvention : Numéro SIRET de l'entreprise bénéficiaire de fonds européens renseigné sur E-Synergie + Nombre de salariés et chiffre d'affaires annuel de l'entreprise des 3 dernières années (ou 3 derniers bilans comptables). + précision sur la classification de l'entreprise (qui permet de déterminer la taille de l'entreprise, à savoir « micro – RCO01a », « petite – RCO01b », « moyenne – RCO01c », « grande – RCO01d »).</p> <p>2- Lors de la demande de solde : Rapport d'exécution du projet afin d'attester de la réalisation du projet au solde et faisant figurer la date de fin physique/effective de l'opération.</p>	20 entreprises
RCO02 (Indicateur de réalisation)	Entreprises soutenues au moyen de subventions	Nombre d'entreprises	Il faudra renseigner la valeur 1 (soit 1 entreprise soutenue).	<p>PJ :</p> <p>1-Lors du dépôt de la demande de subvention : Numéro SIRET de l'entreprise bénéficiaire de fonds européens renseigné sur E-Synergie + Nombre de salariés et chiffre d'affaires annuel de l'entreprise des 3 dernières années (ou 3 derniers bilans comptables)</p> <p>2-Lors de la demande de solde : Rapport d'exécution du projet afin d'attester de la réalisation du projet au solde et faisant figurer la date de</p>	20 entreprises

				fin physique/effective de l'opération.	
ISR62a_bis* (Indicateur de résultat)	Volume de bois des Alpes produit et commercialisé	Mètres cube (m³)	Renseigner la valeur en m³ de Bois des Alpes produit et commercialisé au moment du dépôt du dossier qui servira de valeur de référence.	PJ : Annexe 4 complétée du volume en m³ actualisé 1 an après la fin de l'opération Moment de valorisation : L'indicateur est à renseigner 1 an après la fin de réalisation physique du projet. Le porteur indique la valeur de l'indicateur et transmet l'annexe 4 complétée 1 an après la date de fin effective mentionnée lors du dépôt de sa demande de solde.	6 735 m³

ISR62a_bis : à la date de rédaction de cet appel à projet, l'indicateur est en cours de validation par la Commission européenne

8. PROCEDURE DE CANDIDATURE

➤ 8.1 Le calendrier de dépôt des dossiers

Le calendrier de dépôt des dossiers du présent appel à projets est publié sur le site internet : <http://europe.maregionsud.fr/>

➤ 8.2 Le portail e-Synergie

Le dépôt en ligne des dossiers de demandes de subvention au titre du Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 s'effectue par voie dématérialisée sur le **portail e-Synergie**.

Le portail e-SYNERGIE est accessible à l'adresse suivante :

[E-Synergie - Portail \(synergie-europe.fr\)](http://synergie-europe.fr)

➤ 8.3 Les documents de l'appel à projets

Pour vous aider à déposer sur e-Synergie votre dossier de demande de subvention, il est nécessaire de prendre connaissance de l'ensemble des documents suivants joints à cet appel :

- Le calendrier de dépôt des dossiers mentionné dans le résumé de l'appel
- La notice d'aide à l'utilisation d'e-Synergie

- La trame standard du dossier de demande de subvention e-Synergie
- La déclaration sur l'honneur du bénéficiaire (charte européenne des droits fondamentaux et contrat d'engagement républicain) à compléter
- Les annexes au dossier de demande de subvention à compléter
 - Annexe 1 : Plan de financement
 - Annexe 2 : Description détaillée du projet
 - Annexe 3 : Principes horizontaux
 - Annexe 4 : Engagements du porteur de projet dans le développement de l'offre certifiée « Bois des Alpes »
- La grille déclaration de PME et aides d'Etat à compléter
- La grille des pièces à joindre

➤ 8.4 Les contacts et renseignements

Pour tout renseignement relatif au présent appel à projets, vous pouvez nous contacter sur la base de la fiche projet présente dans le dossier de l'appel.

Région SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur

Direction des Affaires Européennes

Service Développement Territorial Intégré

04 91 57 53 06

sdti@maregionsud.fr en précisant en objet l'intitulé de l'appel

9. MODALITES DE SELECTION

➤ 9.1 Recevabilité du dossier de demande de subvention

Une fois le dossier déposé et validé dans e-Synergie, une attestation de dépôt est générée automatiquement.

Un dossier est jugé recevable s'il remplit les critères cumulatifs suivants :

- Avoir été dûment daté et signé par la personne habilitée ;
- Avoir été transmis dans les délais mentionnés dans le calendrier prévu de l'appel à projets ;
- Respecter les montants plancher et plafond de financement européen et de coût total éligible mentionnés dans le présent appel à projets ;
- Être accompagné par :
 - la déclaration sur l'honneur du bénéficiaire datée et signée
 - les annexes de l'appel à projets dûment complétées

Les dossiers irrecevables ne seront pas instruits.

➤ 9.2 Instruction des dossiers recevables

La Direction des Affaires Européennes de l'Autorité de gestion procède à l'instruction du dossier sur la base d'un rapport d'instruction type. Tout au long du processus, l'instructeur peut demander au porteur de projets les pièces complémentaires qu'il juge nécessaire.

L'instructeur examine dans un premier temps la conformité de la demande de subvention européenne à l'ensemble des critères d'éligibilité fixés par le présent appel à projets. Le constat du non-respect d'un de ces critères d'éligibilité entraîne l'arrêt de l'instruction et donne lieu à un avis défavorable motivé.

Les dossiers répondant aux critères d'éligibilité font ensuite l'objet de l'évaluation du projet au regard des critères de sélection.

A l'issue de ses vérifications, analyses et, le cas échéant, recueil d'avis internes ou externes, l'instructeur attribue :

- ✓ Une note pour chacun des critères de sélection répondant à l'objectif de qualité et pour chacun des critères de sélection répondant à l'objectif de performance ;
- ✓ Une note globale correspondant à la somme des notes obtenues pour chaque objectif c'est-à-dire qualité et performance.

Ces notes sont consignées dans la grille de notation annexée au rapport d'instruction.

Enfin, l'instructeur émet un avis motivé :

- ✓ Une demande ayant obtenu au minima la moyenne sur chaque catégorie de critères de sélection reçoit un avis favorable
- ✓ Une demande ayant obtenu la moyenne uniquement sur une catégorie de critères de sélection reçoit un avis défavorable

➤ 9.3 Présentation des dossiers en Comité Régional de Programmation (CRP)

Le Comité Régional de Programmation est une instance coprésidée par le Président du Conseil Régional et le Préfet de Région.

Les dossiers sont présentés en CRP pour avis.

➤ 9.4 Décision de l'Autorité de Gestion

L'Autorité de gestion prend les décisions d'attribution et de rejet des subventions européennes, après avis du CRP.

Les dossiers sélectionnés font l'objet d'une convention attributive de subvention.

Les dossiers non sélectionnés, font l'objet d'une décision de refus motivée et susceptible de recours devant le tribunal administratif.

10. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION EUROPEENNE

Après signature de l'acte attributif de subvention entre le bénéficiaire et l'Autorité de gestion, la subvention européenne sera versée sous la forme

- d'une avance : sous réserve de l'avis favorable de l'Autorité de gestion, aux associations et structures de droit privé et dans la limite de 30% du montant FEDER programmé. L'avance octroyée sera déduite du premier acompte et, le cas échéant, des suivants.
- d'un ou plusieurs acomptes : sur justifications des dépenses acquittées et après application du taux FEDER conventionné aux dépenses éligibles retenues.
- d'un solde : sur justifications des dépenses acquittées, des cofinancements perçus et après application du taux FEDER conventionné aux dépenses éligibles retenues.

11. OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES

Les bénéficiaires des opérations sélectionnées devront respecter plusieurs principes qui seront énoncés dans l'acte attributif de subvention et notamment les principes ci-dessous. Le non-respect de ces principes entraînera la diminution de la subvention européenne accordée et, le cas échéant, le reversement des sommes déjà perçues voire le retrait de la subvention (notamment en cas d'inéligibilité de l'opération entraînant la déprogrammation du dossier).

Avant tout dépôt de demande de subvention européenne, il est donc nécessaire de consulter les informations relatives à ces principes figurant dans le guide du candidat.

➤ 11.1 Respect du principe de pérennité

Conformément au respect du principe de pérennité⁵, toute action comprenant un investissement dans une infrastructure ou un investissement productif ne pourra subir l'un des événements suivants dans les cinq ans à compter du paiement final au bénéficiaire ou dans la période fixée dans les règles applicables aux aides d'État, selon le cas :

⁵ Article 65 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

- a) la cessation ou le transfert d'une activité productive en dehors du territoire au sein duquel elle a bénéficié d'un soutien ;
- b) un changement de propriété d'une infrastructure qui procure à une entreprise ou à un organisme public un avantage indu ;
- c) un changement substantiel affectant sa nature, ses objectifs ou ses conditions de mise en œuvre, ce qui porterait atteinte à ses objectifs initiaux.

D'autre part, toutes les pièces justificatives liées à l'opération doivent être conservées pendant une période minimum de 5 ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'Autorité de Gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire.

➤ **11.2 Respect du droit applicable**

Conformément au règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes, les opérations soutenues par les Fonds européens doivent être conformes au « droit applicable », qui recouvre le droit de l'Union et le droit national relatif à son application.

Toute opération qui bénéficie d'une subvention européenne doit respecter le droit applicable notamment :

- les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027 ;
- la législation applicable en matière de marchés publics ;
- la législation applicable en matière d'aides d'État ;
- la prévention des conflits d'intérêts ;
- les exigences environnementales ;
- la Charte des droits fondamentaux ;
- le Contrat d'engagement républicain (concerne les associations et fondations uniquement).

➤ **11.3 Respect de la visibilité de la subvention européenne**

Quel que soit le coût total éligible de l'opération et le montant de la subvention européenne accordée, les bénéficiaires doivent faire mention de cette subvention⁶. Les modalités de mise en œuvre de cette obligation sont détaillées sur <https://europe.maregionsud.fr>.

D'autre part, les bénéficiaires acceptent que :

- la Région fasse figurer le projet dans la liste des opérations sélectionnées avec l'ensemble des informations exigées par l'article 49.3 du règlement UE 2021/1060 ;
- la Région communique sur son projet, son bilan et ses résultats ;
- la Région soit associée à toute opération de communication relative à l'opération.

⁶ Article 50 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

➤ **11.4. Suivi comptable de l'opération**

Tout bénéficiaire doit disposer d'une comptabilité séparée ou de codes comptables appropriés pour toutes les transactions relatives à l'opération.

12. OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION

➤ **12.1 Respect de la confidentialité**

L'Autorité de gestion s'engage à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice au bénéficiaire.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

➤ **12.2 Traitement et protection des données à caractère personnel**

Toute donnée à caractère personnel sera traitée par l'Autorité de gestion conformément au règlement (CE) n° 2016/679 du 27 avril 2016.

Dans le cas d'une opération financée conformément à un régime d'aides d'Etat pris sur la base du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité, l'Autorité de gestion conserve le dossier détaillé sur l'aide octroyée pendant dix ans à compter de la date d'octroi de l'aide. Le dossier contient toutes les informations nécessaires pour établir que les conditions énoncées dans la réglementation relative aux aides d'Etat sont remplies, y compris des informations sur l'effet incitatif de l'aide et des informations permettant d'établir le montant exact des coûts admissibles afin d'appliquer le régime d'aide d'Etat sur lequel se fonde l'aide attribuée.

Les personnes dont les données à caractère personnel sont traitées disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de ces données qui peut être exercé en s'adressant au délégué à la protection des données de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, par courrier postal à l'adresse : 27 Place Jules Guesde 13481 Marseille Cedex 20, ou par courriel à l'adresse : dpd@maregionsud.fr.

ANNEXE I relative aux aides d'Etat

Les aides accordées dans le cadre du présent appel à projets pourront ne pas être considérées comme étant une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE sur la base des fondements juridiques suivants :

- l'aide publique est d'un montant inférieur aux seuils « de minimis » : règlement "de minimis" n° 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023, publié au JOUE du 15 décembre 2023 qui remplace le règlement n°1407/2013 du 18 décembre 2013.

La Commission européenne a adopté le 13 décembre 2023 le nouveau règlement « de minimis » qui concerne toutes les catégories d'entreprises, quelle que soit leur taille. Il autorise des aides n'excédant pas le plafond de 300 000 euros par entreprise consolidée sur une période de 3 années glissantes. L'assiette des coûts éligibles n'est pas prédéfinie et tous les types de coûts peuvent être pris en considération pour l'octroi d'une aide de minimis. Ce règlement entre en vigueur le 1er janvier 2024 et est applicable jusqu'au 31 décembre 2030.

- argumentaire visant à démontrer que le projet ne fausse pas ou ne menace pas de fausser la concurrence, qu'il n'est pas susceptible d'affecter les échanges entre Etats membres, notamment du fait qu'il s'agit d' « activités purement locales ».

Dans ce cas, l'aide n'est pas soumise à un taux maximum d'aide publique au regard de la réglementation européenne et nationale sur les aides d'Etat.